

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2025-13 du 05 août 2025

En bref

Énergie

1. **Bangladesh** : Le gouvernement relance la phase 2 du projet de centrale à charbon Matarbari de 1 200 MW précédemment annulé.
2. **Népal** : L'entreprise indienne GMR lance les appels d'offre pour la construction du projet hydroélectrique d'Upper Karnali (900 MW), même s'il reste des incertitudes sur l'exportation vers le Bangladesh d'une partie de l'électricité produite.
3. **Inde** : Signaux contradictoires sur le déploiement de la mission nationale sur l'hydrogène vert : annulation d'un appel à projets pour le développement de hubs d'hydrogène mais lancement du deuxième appel à propositions de projets de R&D.
4. **Inde** : L'Inde n'envisage pas de prolonger l'exonération des frais de transmission inter Etats pour les projets solaires et éoliens au-delà de juin 2025.
5. **Sri Lanka** : Le Sri Lanka poursuit sa transition énergétique en inaugurant une centrale photovoltaïque de 10 MW à l'Est du pays tout en encourageant l'exploitation pétrolière.
6. **Sri Lanka** : Le Sri Lanka n'exclut pas de développer le nucléaire civil.
7. **Sri Lanka** : Le marché des véhicules électriques progresse.

Environnement

8. **Bangladesh** : Le Bangladesh aurait le potentiel de générer jusqu'à 1 Md USD par an grâce aux marchés internationaux de crédits carbone.
9. **Bangladesh** : Le Bangladesh devient le premier pays d'Asie du Sud à rejoindre la Convention de l'ONU sur l'eau.
10. **Inde** : L'Inde adopte des règles pour dépolluer les sites contaminés
11. **Inde** : L'Inde assouplit les normes d'émission de dioxyde de soufre pour les centrales thermiques.

Transports

12. **Inde** : L'Inde annonce un investissement de 600 MUSD pour transformer les voies navigables du Nord-Est.
13. **Inde** : Indian Railways va mettre en place un système d'inspection basé sur l'IA pour améliorer la sécurité des trains.
14. **Sri Lanka** : Le port de Colombo connaît une hausse de ses activités.

Ville

15. **Inde** : Le programme national pour un air pur est étendu à 130 grandes villes.
16. **Inde** : L'entrée en vigueur de l'interdiction de fournir du carburant pour les véhicules en fin de vie dans la région de Delhi a été repoussée.

Numérique

17. **Inde** : La Business School de l'École des Ponts va utiliser un modèle d'IA générative développé par une startup indienne (BharatGPT Mini) pour accompagner les futurs étudiants indiens.
18. **Inde** : PayPal intègre l'interface de paiement unifiée indienne pour les paiements internationaux.
19. **Inde** : Capgemini acquiert l'entreprise indienne WNS pour 3,3 Mds USD afin de proposer à ses clients des solutions d'opérations intelligentes basées sur l'IA agentique.

Santé

20. **Inde** : Accord de libre-échange Inde-Royaume-Uni : l'exemption totale de droits de douane soutiendra les exportations indiennes

de médicaments génériques et de dispositifs médicaux vers le Royaume-Uni.

21. Inde: 650 hôpitaux privés de l'Etat de l'Haryana vont se retirer du programme Ayushman Bharat en raison d'impayés.
22. Inde: Le conglomérat indien Adani souhaite créer des écosystèmes de santé de classe mondiale, abordables et axés sur l'IA.

Le gouvernement relance la phase 2 du projet de centrale à charbon Matarbari de 1 200 MW précédemment annulé

Le gouvernement intérimaire du Bangladesh a décidé de relancer la phase 2 du projet de centrale thermique à charbon de Matarbari (1 200 MW), annulé en 2021 par le précédent gouvernement en raison de préoccupations environnementales. La décision s'explique par la rentabilité accrue du projet alors que la majeure partie des infrastructures nécessaires (terrains, jetée de déchargement du charbon, zone de stockage, etc.) a déjà été réalisée dans le cadre de la phase 1, ce qui réduit considérablement les coûts. En effet, la centrale électrique Matarbari 1 200 MW (phase 1) a été construite pour un coût de 570 Mds BDT (4,7 Mds USD), tandis que la phase 2 devrait coûter 251 Mds BDT, soit moins de la moitié du coût initial.

Le 20 avril, la *Power Division* avait soumis une proposition préliminaire de développement (PDPP) à la Commission de planification et à l'*Economic Relations Division* (ERD). L'étude d'impact environnemental du projet a notamment été validée par le Département de l'Environnement (DoE). Après l'approbation du 25 mai par la Commission de planification, l'ERD a été chargé d'identifier de nouveaux bailleurs de fonds, notamment après le retrait de la JICA en 2022 pour des raisons environnementales. Des discussions seraient en cours avec l'Exim Bank of Korea, la New Development Bank (NDB), la Banque Asiatique de Développement et la Banque mondiale. Le financement attendu se répartirait entre environ 216 Mds BDT (1,77 Md USD), soit 86% du budget total, provenant de partenaires internationaux, et le reste du gouvernement et de la *Coal Power Generation Company Bangladesh Limited*.

La *Power Division* estime que cette nouvelle centrale électrique permettrait de produire une électricité moins coûteuse, en renforçant la sécurité énergétique et en diversifiant les sources d'approvisionnement en combustible fossile. Actuellement, la production de la phase 1 revient à 8,45 BDT (0,069 USD) par unité (kWh), contre 25 à 45 BDT (0,2 à 0,37 USD) pour les centrales au fioul, et la phase 2 devrait encore réduire ce coût grâce à l'utilisation commune des installations de transport et de déchargement du charbon.

En 2021, le gouvernement dirigé par l'Awami League avait annulé dix projets de centrales à charbon, dont Matarbari phase 2, pour des raisons environnementales. Aujourd'hui, le gouvernement intérimaire a décidé de revoir sa politique énergétique en donnant la priorité à la réduction des coûts de production et à l'optimisation des infrastructures existantes.

[En savoir plus](#)

Népal

L'entreprise indienne GMR lance les appels d'offre pour la construction du projet hydroélectrique d'Upper Karnali (900 MW), même s'il reste des incertitudes sur l'exportation vers le Bangladesh d'une partie de l'électricité produite

Près de vingt ans après sa première annonce en 2006, le conglomérat indien GMR a lancé les appels d'offres pour la construction du projet hydroélectrique d'Upper Karnali, d'une capacité de 900 MW. Le lancement du projet a accumulé des retards en raison de difficultés à conclure le financement, à plusieurs recours juridiques déposés par des résidents locaux, ainsi qu'à des incertitudes politiques.

L'appel d'offres porte sur trois lots principaux. Le premier concerne la construction d'un tunnel d'accès de 2 431 mètres. Le deuxième concerne la conception et la réalisation d'un pont en béton armé et en acier de 150 mètres au-dessus de la rivière Karnali, à proximité du barrage. Le troisième inclut des routes d'accès sur environ 7 kilomètres autour des ouvrages de tête.

Selon la structure d'actionnariat proposée, les groupes indiens SJVN (entreprise publique) et GMR détiendront chacun 34 % du capital. L'agence publique indienne IREDA en possédera 5 %, tandis que la Nepal Electricity Authority détiendra les 27 % restants. Le projet est développé selon un modèle BOOT (Build-Own-Operate-Transfer), avec une concession de 25 ans à compter de la mise en service commerciale.

Sur les 900 MW produits, 108 MW sont alloués à la consommation intérieure du Népal. Un accord de long terme prévoyait l'exportation de 500 MW vers le Bangladesh, libellée en dollars américains. Néanmoins, l'arrivée d'un nouveau gouvernement au Bangladesh à l'été 2024 a entraîné la suspension de l'ensemble des accords conclus dans le cadre de la loi spéciale sur l'électricité, remettant en cause les projets d'exportation d'électricité du Népal vers le Bangladesh en passant par le territoire indien. Les 292 MW restants sont destinés au marché indien. Bien que les appels d'offres aient été publiés et que les obstacles juridiques soient en grande partie levés, l'avenir du projet reste incertain en l'absence d'accord confirmé avec le Bangladesh.

[En savoir plus](#)

Inde

Signaux contradictoires sur le déploiement de la mission nationale sur l'hydrogène vert: annulation d'un appel à projets pour le développement de hubs d'hydrogène mais lancement du deuxième appel à propositions de projets de R&D

L'Inde souhaite structurer sa filière hydrogène vert autour de ses grands ports, une partie de la production d'hydrogène étant destinée à l'export. Une enveloppe initiale de 2 Mds INR (environ 23 M USD) devait permettre de soutenir la création d'au moins deux hubs intégrés associant production, stockage et distribution. Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en août 2024 par l'agence publique SECI (Solar Energy Corporation of India) pour sélectionner des centres d'innovation s'engageant à produire un minimum de 100 tonnes d'hydrogène par an pendant cinq ans. Trois ports ont été identifiés comme prioritaires : Kandla (Gujarat), Tuticorin (Tamil Nadu)

et Paradeep (Odisha). Le 4 juillet 2025, la SECI a officiellement annulé cet appel à propositions. Les soumissionnaires ayant versé des frais de dossier ou de gestion sont invités à demander un remboursement dans un délai de quinze jours, en transmettant les pièces justificatives requises.

En parallèle, le ministère des Énergies nouvelles et renouvelables (MNRE) a lancé un deuxième appel à projets de recherche et développement dans le cadre de la National Green Hydrogen Mission, le premier s'étant conclu par la sélection de 23 projets. Il vise à soutenir le développement de technologies nationales compétitives couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, incluant la production, le stockage, le transport et l'utilisation de l'hydrogène. Les propositions, attendues d'ici le 21 août 2025, devront porter sur des solutions ayant atteint un niveau de maturité technologique d'au moins 7 sur l'échelle TRL (*technology readiness level*). Ce niveau correspond à une démonstration du système dans un environnement opérationnel, ce qui suppose une technologie proche de la phase de déploiement. Les projets pourront être soumis par des centres académiques ou des acteurs industriels et devront démontrer leur viabilité en matière de sécurité, de coût et de mise en œuvre à grande échelle.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde n'envisage pas de prolonger l'exonération des frais de transmission inter-États pour les projets solaires et éoliens au-delà de juin 2025

L'Inde ne prévoit pas de prolonger l'exonération des redevances d'utilisation du réseau de transport d'électricité inter-États (Inter-State Transmission System, ISTS) pour les projets solaires et éoliens au-delà du 30 juin 2025, malgré les demandes exprimées en faveur d'un report jusqu'en mars 2026 pour préserver la viabilité économique d'environ 30 GW de capacité renouvelable en projet.

L'absence de prolongation pourrait entraîner une hausse des prix de vente, compromettant la compétitivité de l'électricité produite à partir de sources renouvelables par rapport aux énergies fossiles comme le charbon.

L'exonération ISTS permettait aux développeurs de projets renouvelables d'éviter des coûts de transport importants entre les lieux de production (le Rajasthan, Gujarat, Tamil Nadu essentiellement) et le et les centres de consommation (reste du pays), ce qui constitue un levier essentiel pour la rentabilité de ces projets.

[En savoir plus](#)

Sri Lanka

Le Sri Lanka poursuit sa transition énergétique en inaugurant une centrale photovoltaïque de 10 MW à l'Est du pays tout en encourageant l'exploitation pétrolière

Le Sri Lanka poursuit sa stratégie de transition énergétique avec l'inauguration du projet solaire Sooryashakthi à Vavunativu, dans le district de Batticaloa. Réalisée par WindForce PLC et Vidullanka PLC, cette centrale photovoltaïque de 10 MW est implantée sur un terrain salin de 11 hectares, jusque-là non exploité pour l'agriculture. Dotée de plus de 22 000 panneaux solaires, elle devrait produire environ 19,5 GWh par an. Ce projet complète une première installation solaire mise en service dans la même

région en 2022. Parallèlement, le gouvernement envisage de proposer de nouveaux blocs pour de l'exploration pétrolière dans le bassin de Mannar, avec l'appui d'un consultant international chargé de mobiliser des investisseurs étrangers.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Le Sri Lanka n'exclut pas de développer le nucléaire civil

Le Sri Lanka poursuit l'examen de l'option nucléaire qu'il a inclus dans sa planification énergétique à long terme pour la période 2025-2044. En juillet, une mission de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a évalué les progrès du pays concernant la mise en place d'infrastructures adaptées, elle avait effectué deux premières missions en 2010 et 2022. Cinq sites potentiels ont déjà été identifiés et un cadre législatif est en cours de préparation. L'AIEA a relevé la nécessité de former du personnel qualifié et de mettre en place une gestion appropriée des déchets radioactifs.

[En savoir plus](#)

Le marché des véhicules électriques progresse

Depuis la levée de l'interdiction d'importation de véhicules en février, les ventes automobiles ont fortement augmenté au Sri Lanka, avec une demande particulièrement soutenue pour les véhicules électriques. Le constructeur chinois BYD occupe une place importante sur ce marché, aux côtés d'autres marques chinoises dont Nikkei Asia. Des contrôles récents menés par les douanes sur près de 1000 véhicules importés ont visé à vérifier la conformité des déclarations techniques. La majorité des véhicules a été autorisée à entrer sur le marché après examen.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Environnement

Bangladesh

Le Bangladesh aurait le potentiel de générer jusqu'à 1 Md USD par an grâce aux marchés internationaux de crédits carbone

Selon des analystes locaux, le Bangladesh pourrait générer jusqu'à 1 Md USD par an grâce aux marchés internationaux de crédits carbone. Toutefois, l'absence d'une politique nationale claire continue de freiner les investissements dans ce secteur, tandis que les acteurs privés et les investisseurs restent insuffisamment sensibilisés au potentiel du pays pour participer aux marchés internationaux de crédits carbone réglementaires et mettre en œuvre l'article 6 de l'Accord de Paris.

Dans le cadre de ses engagements climatiques, le Bangladesh s'est fixé pour objectif de couvrir 20 % de sa demande en électricité grâce aux énergies renouvelables d'ici 2030, puis 30 % d'ici 2040, contre seulement 5 % actuellement. À ce titre, un nouveau programme d'installation de panneaux solaires sur les toits des bâtiments institutionnels (ministères, écoles, hôpitaux, etc.) a été lancé, avec un potentiel estimé à 3 000 MW de capacité supplémentaire. Pour atteindre ces cibles, le gouvernement

souhaite renforcer la coopération public-privé et s'aligner sur les meilleures pratiques internationales, en particulier dans le domaine du marché carbone.

Le financement carbone est ainsi perçu comme un levier clé pour ouvrir de nouveaux canaux d'investissement et soutenir la transition énergétique. Depuis 2006, le Bangladesh aurait généré environ 17 M USD grâce à des projets tels que les systèmes solaires domestiques, mais le pays reste encore loin de son plein potentiel.

[En savoir plus](#)

Le Bangladesh devient le premier pays d'Asie du Sud à rejoindre la Convention de l'ONU sur l'eau

Le Bangladesh a officiellement adhéré à la Convention des Nations unies sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux (*UN Water Convention*), devenant ainsi le premier pays d'Asie du Sud et le 56^e au monde à rejoindre ce traité.

Ce cadre juridique et institutionnel vise à renforcer la coopération, en particulier transfrontalière, dans la gestion des ressources en eau de surface et des eaux souterraines partagées. Selon le gouvernement, cette adhésion constitue une étape clé pour permettre au pays d'élaborer des politiques de l'eau plus efficaces, inclusives et durables, afin de garantir sa sécurité hydrique à long terme.

Le Bangladesh bénéficie déjà d'accords et de mécanismes bilatéraux de gestion de l'eau, tels que la Commission conjointe des rivières et le Traité sur le partage des eaux du Gange conclu avec l'Inde, et maintient également une coopération active avec le Népal, la Chine et le Bhoutan.

[En savoir plus](#)

Inde

L'Inde adopte des règles pour dépolluer les sites contaminés

Le ministère indien de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEFCC) a publié les *Management of Contaminated Sites Rules* de 2025. Il s'agit du premier cadre légal en Inde pour identifier, évaluer et dépolluer les sites pollués par des produits chimiques dangereux. L'objectif est de traiter plus de 100 sites pollués anciens, souvent des zones industrielles abandonnées.

Ces nouvelles règles prévoient un processus structuré en plusieurs étapes, comprenant la déclaration du site au niveau du district, une évaluation scientifique de la pollution, l'information du public dans un souci de transparence, ainsi que la dépollution du site. Les coûts de dépollution devront être supportés par les pollueurs. S'il n'est pas possible d'identifier les organisations à l'origine de la pollution du site, les coûts de dépollution seront supportés par l'Etat central et l'état fédéré.

L'efficacité de cette nouvelle mesure dépendra de la coopération entre institutions, de l'expertise technique et de la capacité à faire appliquer la loi.

[En savoir plus](#)

L'Inde assouplit les normes d'émission de dioxyde de soufre pour les centrales thermiques

Le ministère indien de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEFCC) a assoupli les normes d'émission de dioxyde de soufre (SO₂) pour les centrales thermiques. Selon les nouvelles règles, 78 % des centrales sont exemptées de l'obligation d'installer un système de désulfuration (FGD), pourtant essentiel pour réduire les émissions de SO₂ (nocives pour les voies respiratoires et responsables des pluies acides). De plus, seules 11 % des unités, principalement autour de Delhi et dans les zones très polluées, devront installer ces systèmes d'ici 2027–2028. Les autres centrales dans des zones polluées feront l'objet d'un examen au cas par cas, avec des délais de mise en conformité plus souples.

Ces mesures environnementales avaient déjà été repoussées en février dernier pour la seconde fois. Elles devaient initialement s'appliquer dès 2025 pour toutes les centrales thermiques de 20 GW dans les zones densément peuplées.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Transports

Inde

L'Inde annonce un investissement de 600 M USD pour transformer les voies navigables du Nord-Est

Le ministère des Ports, de la Navigation et des Voies Navigables de l'Inde a annoncé un investissement de 50 Mds INR (environ 600 M USD) pour moderniser les voies navigables intérieures et les infrastructures sur ces voies navigables dans la région du Nord-Est. Cette initiative vise à améliorer la connectivité, créer des emplois dans le secteur du transport fluvial, et encourager le commerce et le tourisme grâce à des solutions de transport fluvial intégrées.

Une partie importante du plan concerne la formation des jeunes aux métiers du transport fluvial. Au cours des dix prochaines années, environ 50 000 jeunes seront formés au Centre de Développement des Compétences Maritimes à Guwahati (Assam) et dans un nouveau Centre d'Excellence à Dibrugarh (Assam), qui sera construit avec un investissement de 2 Mds INR (environ 24 M USD). Le projet de transport multimodal de Kaladan, qui relie le Nord-Est de l'Inde à la Birmanie, devrait être opérationnel d'ici 2027, offrant un accès plus court et plus efficace aux routes commerciales internationales.

Les projets d'infrastructure clés incluent le déploiement de 100 barges de transport sur les voies navigables nationales, l'achat de 10 dragues fonctionnant à la fois sur l'eau et la terre ferme pour un coût de 6,1 Mds INR (environ 73 M USD) afin d'assurer la navigabilité toute l'année, ainsi que la construction de 85 jetées communautaires pour renforcer la connectivité locale. De plus, 3 Mds INR (environ 36 M USD) seront investis pour développer des jetées touristiques et commerciales à des endroits stratégiques, et des systèmes de Water Metro sont prévus pour Guwahati, Tezpur et Dibrugarh. Des phares équipés de systèmes de prévision météo seront également installés dans quatre villes.

Ces efforts s'inscrivent dans la politique *Act East* lancée en 2014 qui consiste pour l'Inde à développer de grands projets d'infrastructures pour relier l'Inde à la péninsule indochinoise via le Nord-Est indien.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Indian Railways va mettre en place un système d'inspection basé sur l'IA pour améliorer la sécurité des trains

Indian Railways a signé un protocole d'accord avec l'entreprise publique Dedicated Freight Corridor Corporation of India Limited (DFCCIL) pour mettre en place un système d'inspection visuelle basé sur l'intelligence artificielle (MVIS). Ce système a pour but d'améliorer la sécurité et la fiabilité des trains en remplaçant les contrôles manuels par des inspections automatiques.

Le MVIS est un outil installé au bord des voies, qui prend des images haute résolution du dessous des trains en mouvement. Grâce à des algorithmes avancés, il peut détecter en temps réel des pièces manquantes, desserrées ou mal fixées. Dès qu'un défaut est trouvé, une alerte immédiate est envoyée pour permettre une intervention rapide, réduisant ainsi les risques d'accidents ou de retards.

Selon l'accord, la DFCCIL s'occupera de l'achat, de l'installation, des tests et de la mise en service de quatre unités MVIS. C'est la première fois qu'Indian Railways utilise un tel système basé sur l'IA pour surveiller la sécurité de leurs trains.

Cette démarche s'inscrit dans la stratégie globale de modernisation des chemins de fer indiens à travers des technologies intelligentes, avec pour objectif une maintenance préventive plus efficace et une réduction du temps d'arrêt.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Sri Lanka

Le port de Colombo connaît une hausse de ses activités

Le port de Colombo, principal hub maritime du pays et port majeur de transbordement des conteneurs à destination ou en provenance des pays de la région d'Asie du Sud, enregistre une amélioration progressive de son trafic sur l'année 2025. En mai, le trafic de transbordement des conteneurs a augmenté ce qui a permis d'atteindre 3,26 millions de tonnes de marchandises traités, en cumulé depuis le début d'année, soit une hausse de 0,2% par rapport à la même période de l'année 2024. Les autorités espèrent que cette dynamique se poursuivra.

[En savoir plus](#)

Ville

Inde

Le programme national pour un air pur est étendu à 130 grandes villes

L'Inde a renforcé sa lutte contre la pollution de l'air urbain en déployant des plans d'action ciblés dans 130 villes de plus d'un million d'habitants dans le cadre du National Clean Air Programme (NCAP). L'initiative, conduite par le ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEFCC), cible les principales sources de pollution : poussières routières et de chantiers, émissions de véhicules, combustibles domestiques, brûlage de déchets municipaux et activités industrielles. Les études réalisées sur ces 130 villes indiquent que les poussières issues des routes et des chantiers représentent 40 à 50 % des particules PM10 dans la majorité des zones urbaines.

Les actions prioritaires comprennent l'amélioration du revêtement routier, la réduction de la congestion, la modernisation des carrefours et l'aménagement d'espaces verts. Depuis son lancement en 2019, environ 1,56 Md USD a été consacré à ce programme, dont 1,1 Md a été dépensé par les collectivités urbaines locales.

Des normes plus strictes sont imposées aux industries par les agences de contrôle de la pollution. Le secteur des transports est concerné par l'adoption du standard BS-VI, équivalent aux normes Euro 6, qui limite la teneur en soufre des carburants. Des programmes ont également été mis en place pour soutenir l'électrification des transports, notamment PM E-DRIVE (promotion des véhicules électriques) et PM-eBus Sewa (bus électriques pour le transport urbain).

Dans le secteur agricole, des aides financières sont prévues pour le développement d'infrastructures de valorisation des résidus de récolte, afin de limiter les brûlages en plein air, source importante de pollution saisonnière dans le nord du pays. Les centrales thermiques proches de Delhi doivent désormais utiliser un mélange charbon/biomasse pour réduire leurs émissions. Des subventions liées à la performance sont également allouées aux collectivités locales pour mettre en œuvre ces mesures.

Le gouvernement a contesté les classements internationaux plaçant l'Inde parmi les pays les plus pollués, évoquant des réserves sur les méthodologies utilisées.

[En savoir plus](#)

L'entrée en vigueur de l'interdiction de fournir du carburant pour les véhicules en fin de vie dans la région de Delhi a été repoussée

La Commission pour la gestion de la qualité de l'air (CAQM) a décidé de reporter l'interdiction de fournir du carburant aux véhicules en fin de vie (VEV) dans la région de Delhi-NCR (National Capital Region). Initialement prévue pour entrer en vigueur prochainement, la mesure s'appliquera à partir du 1er novembre 2025 à Delhi et dans cinq districts à forte densité de circulation : Gurugram, Faridabad, Ghaziabad, Gautam

Budh Nagar et Sonipat. Dans les autres zones de la NCR, sa mise en œuvre est repoussée au 1er avril 2026.

Ce report fait suite aux alertes du gouvernement de Delhi (GNCTD), qui a signalé plusieurs difficultés techniques, notamment liées au déploiement du système de reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation (ANPR), essentiel au contrôle de cette interdiction. Ce dispositif soulève également des craintes de contournement, comme un possible recours au marché noir ou des achats de carburant dans d'autres États. D'autres préoccupations portent sur la définition juridique des VEV, fondée uniquement sur leur ancienneté (plus de 15 ans), sans considération pour leur état réel, leur niveau d'émissions ou leur conformité réglementaire.

Malgré ce report, la circulation des véhicules en fin de vie demeure interdite, conformément aux décisions de la Cour suprême et du Tribunal vert national. La police et les autorités continueront à verbaliser ou saisir les véhicules concernés, selon les règles de 2021 sur la mise au rebut.

La CAQM a demandé aux départements des transports de finaliser l'installation des systèmes ANPR, de former leur personnel et de transmettre des rapports mensuels. Parallèlement, elle appelle les États du Punjab et de l'Haryana à intensifier leurs efforts pour améliorer la qualité de l'air, notamment en luttant contre le brûlage des résidus agricoles et en promouvant des modes de transport moins polluants avant l'hiver 2025, période critique marquée par des pics de pollution.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Numérique

Inde

La Business School de l'École des Ponts va utiliser un modèle d'IA générative développé par une startup indienne (BharatGPT Mini) pour accompagner les futurs étudiants indiens

La startup indienne Corover AI a signé un accord avec la Business School de l'École des Ponts pour le déploiement de son modèle linguistique BharatGPT Mini.

CoroverAI est une startup indienne qui développe des outils d'IA conversationnelle à destination d'entreprises. Son modèle BharatGPT Mini se distingue des grands modèles linguistiques (LLM) par le faible nombre de paramètres utilisés, l'utilisation hors connexion de l'outil, la possibilité de fournir des données en entrée en 14 langues vernaculaires indiennes et la possibilité de paramétrer le modèle au plus près des besoins de l'entreprise. Ainsi, si CoroverAI ne fait pas concurrence aux grands modèles d'IA générative (Microsoft, Google...), la start-up indienne se spécialise dans les applications pour les entreprises d'IA conversationnelle et sur les cas d'usage en Inde. Le partenariat avec l'Ecole des Ponts Business School permettra à l'école française d'aider les futurs étudiants indiens dans la relecture de CV, la sélection de programmes et les démarches d'admission.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du programme d'incubation par Station F et HEC International de dix start-up indiennes (dont CoroverAI), le IndiaAI Startups Global Initiative. Ce programme financé par le ministère indien de l'Électronique et des

Technologies de l'information et lancé en mai 2025 va permettre à cette cohorte de startups indiennes actives dans des secteurs d'application variés de l'intelligence artificielle (observation satellite, édition d'image, IA conversationnelle) de bénéficier d'un accompagnement de 4 mois pour développer leur activité en Europe.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

PayPal intègre l'interface de paiement unifiée indienne pour les paiements internationaux

PayPal a annoncé un partenariat avec NPCI International, la branche internationale de la National Payments Corporation of India, pour intégrer l'interface UPI (Unified Payments Interface) à sa nouvelle plateforme PayPal World. Cette intégration permettra aux utilisateurs indiens de l'infrastructure de paiement numérique instantané UPI de régler des achats sur des sites de commerce électronique internationaux et, à terme, dans des points de vente physiques acceptant PayPal. Le partenariat prévoit également la possibilité de transferts entre particuliers utilisant la plateforme UPI ou PayPal, facilitant les paiements transfrontaliers et réduisant le recours aux cartes bancaires internationales.

PayPal World a été conçue pour connecter plusieurs systèmes de paiement et portefeuilles numériques, en assurant leur interopérabilité. Outre UPI, le déploiement initial inclura Mercado Pago (Amérique latine), Tenpay Global (Chine, Weixin Pay) et Venmo (États-Unis). Les utilisateurs indiens pourront choisir UPI comme moyen de paiement lors du passage en caisse sur les sites compatibles, et ainsi régler directement via leur compte bancaire. Ce mécanisme vise à réduire les frais de change et de traitement, actuellement de 4,4 % pour les transactions et de 4 % pour la conversion de devises. Du côté des commerçants, aucun frais supplémentaire n'est prévu ; les accords existants avec leurs prestataires de paiement restent en vigueur. La date du lancement effectif n'a pas encore été précisée.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Capgemini acquiert l'entreprise indienne WNS pour 3,3 Mds USD afin de proposer à ses clients des solutions d'opérations intelligentes basées sur l'IA agentique

Le groupe français Capgemini a annoncé l'acquisition de WNS, une entreprise indienne spécialisée dans les services de gestion numérique des processus métiers, pour un montant de 3,3 Mds USD. L'opération, approuvée à l'unanimité par les conseils d'administration des deux entreprises, prévoit un prix de 76,50 USD par action WNS, soit une prime de 17 % par rapport au dernier cours de clôture. La finalisation de la transaction est attendue d'ici la fin 2025, sous réserve des approbations réglementaires et des actionnaires.

Fondée en 1996 et cotée au NYSE (New York Stock Exchange), WNS emploie plus de 65 000 personnes, dont plus de 44 000 basées en Inde. L'entreprise a généré un chiffre d'affaires de 1,2 Md USD lors de l'exercice 2025, avec une marge opérationnelle de 18,7 %. WNS compte parmi ses principaux clients internationaux United Airlines, Aviva, M&T Bank, Centrica et McCain Foods. Initialement créée comme un centre de services informatiques internes pour British Airways, WNS est devenue indépendante en 2002

et s'est imposée depuis comme un leader mondial des services numériques de gestion des processus métiers.

Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de Capgemini visant à renforcer sa position dans l'accompagnement des entreprises dans leur transition business, technologique et numérique et à accélérer l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans les opérations des entreprises. Cette opération permettra au groupe de proposer des opérations intelligentes pilotées par l'IA agentique (forme sophistiquée d'IA capable d'atteindre des objectifs spécifiques avec une supervision minimale, en imitant les processus de prise de décision humains), en combinant l'expertise de Capgemini en conseil et technologies avec la connaissance approfondie de la gestion numérique des processus métiers des entreprises par WNS.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Santé

Inde

Accord de libre-échange Inde-Royaume-Uni : l'exemption totale de droits de douane soutiendra les exportations indiennes de médicaments génériques et de dispositifs médicaux vers le Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a accepté de supprimer les droits de douane dans le cadre de l'Accord économique et commercial global (AECG) sur les médicaments génériques, les médicaments biosimilaires et les dispositifs médicaux tels que les systèmes de radiographie, les instruments chirurgicaux et les équipements de diagnostic. Bien que les exportations de médicaments indiens vers le Royaume-Uni soient déjà largement exonérées de droits, l'AECG officialise ce statut et offre une visibilité à long terme aux exportateurs et investisseurs. Cet accord devrait renforcer la compétitivité des médicaments génériques indiens sur le marché britannique, qui reste la première destination d'exportation pharmaceutique de l'Inde en Europe. Les entreprises indiennes de dispositifs médicaux pourraient également devenir plus compétitives au Royaume-Uni. L'accord devrait aussi soutenir les partenariats transfrontaliers en matière de recherche, de développement (R&D) et d'innovation.

Cependant, des experts en droit de la propriété intellectuelle ainsi que des groupes de la société civile en Inde ont exprimé des inquiétudes concernant certaines dispositions de l'AECG, qui pourraient affaiblir les normes relatives aux licences obligatoires et compromettre l'accès futur à des médicaments essentiels à prix abordable. En vertu de la loi indienne sur les brevets, le pays a le droit d'invoquer une licence obligatoire pour tout médicament ou vaccin vital et de faire appel à des fabricants de génériques locaux pour les produire en cas d'urgence nationale dans l'intérêt public. Selon ces experts, les dispositions de l'accord de libre-échange Inde-Royaume-Uni concernant les brevets favorisent les détenteurs de brevets au détriment de l'accès aux médicaments.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

650 hôpitaux privés de l'Etat de l'Haryana vont se retirer du programme Ayushman Bharat en raison d'impayés

Environ 650 hôpitaux privés dans l'État du Haryana menacent de suspendre leurs services liés au programme Ayushman Bharat à partir du 7 août, en raison de remboursements en attente s'élevant à 5 Mds d'INR (57,14 M USD). Le programme Ayushman Bharat–Pradhan Mantri Jan Arogya Yojana (AB-PMJAY), lancé en 2018, vise à offrir une couverture de santé sans avance de frais allant jusqu'à 500 000 INR (5 714 USD) par an aux familles économiquement vulnérables. Cependant, les retards dans le traitement des demandes et le versement des paiements mettent de plus en plus à mal la mise en œuvre du programme. L'Association médicale indienne (IMA) de l'Etat de l'Haryana indique que les hôpitaux n'ont reçu que 10 à 15 % des montants qui leur sont dus depuis le mois de mars, entraînant une pression financière considérable.

[En savoir plus](#)

Le conglomérat Adani souhaite créer des écosystèmes de santé de classe mondiale, abordables et axés sur l'IA

Le milliardaire indien Gautam Adani a dévoilé ses projets de construction d'un écosystème de santé multidisciplinaire, axé en priorité sur l'intelligence artificielle (IA), intégrant accessibilité financière, évolutivité et meilleures pratiques mondiales afin de transformer le système de santé en Inde. Ces « Adani Healthcare Temples » seraient de vastes campus médicaux intégrés de 1 000 lits, d'abord implantés à Ahmedabad et à Mumbai. Ces structures devraient offrir des soins abordables et s'appuyer sur une infrastructure modulaire et évolutive, conçue pour pouvoir être rapidement étendue en cas de pandémie ou d'urgence. M. Adani a ajouté que ces campus serviraient de centres d'excellence en soins cliniques, en recherche et en formation académique. Ils s'appuieront sur l'expertise mondiale de la Mayo Clinic, centre américain de soins et de recherche, notamment en matière de conception, d'infrastructures médicales et d'innovation.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>